

Le débat sur le blocus de Cuba commence à l'Assemblée générale des Nations unies



La Havane, 1 nov (RHC) Le débat sur la nécessité de mettre fin au blocus économique des États-Unis contre Cuba a commencé aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le premier de deux jours consacrés à l'analyse de l'impact de cette politique.

Selon l'ordre du jour prévu, cinquante orateurs s'adresseront mercredi à l'Assemblée générale, qui se réunit pour la trente et unième fois afin de voter demain sur la proposition de résolution élaborée par la nation caribéenne.

Le rapport présenté par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, reconnaît que la poursuite du siège contre Cuba et son inscription sur la liste des États présumés soutenir le terrorisme sont des actions incompatibles avec un système international fondé sur le droit.

Ces deux actions des États-Unis sont une manifestation flagrante de l'exercice du pouvoir politique et économique en violation flagrante des droits de l'homme, y compris le droit au développement. Les effets de ces mesures sont aussi évidents qu'inadmissibles au regard de la Charte des Nations unies et des principes du droit international, ajoute le texte également mis à la disposition des États membres.

Malgré cela, Cuba a continué à démontrer son engagement en faveur de la coopération Sud-Sud ainsi que sa capacité à contribuer à la résolution de problèmes mondiaux tels que l'accès aux traitements médicaux et aux vaccins au moment critique de la pandémie du virus Covid-19.

Selon le texte, la situation dans le pays des Caraïbes ne fait que confirmer la nécessité de démanteler les mesures coercitives unilatérales, qui sapent les droits souverains, la réalisation des droits de l'homme et la réalisation des objectifs de développement durable.

L'ONU a appelé les signataires de la résolution à poursuivre leurs efforts pour mettre fin au déni injuste du droit de Cuba à l'autodétermination et au développement.

Bruno Rodríguez Parrilla, ministre cubain des affaires étrangères, s'adressera au forum jeudi pour réfléchir aux effets de la politique unilatérale renforcée à des niveaux sans précédent dans le contexte du COVID-19 ; et plus tard, pour la 31e fois, la communauté internationale votera.

Depuis la première présentation du document en 1992, ce vote a reflété le soutien du monde à la revendication par Cuba de son droit à vivre sans les effets du blocus, qui a été qualifié d'acte de génocide.

Selon le rapport de La Havane, établi conformément à la résolution 77/7 de l'Assemblée générale des Nations unies, intitulée "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique", les dommages accumulés s'élèvent à 159 milliards 084 millions de dollars, et rien qu'entre le 1er mars 2022 et le 28 février 2023, ils atteignent 4 milliards 867 millions de dollars (Source:PL/ACN).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/338114-le-debat-sur-le-blocus-de-cuba-commence-a-lassemblee-generale-des-nations-unies>



Radio Habana Cuba